

La ministre de l'Éducation encourage la création de connaissances au profit de Maurice



Page 3



Marche du Pacifique organisée pour sensibiliser aux effets nocifs des drogues illicites

Page 3

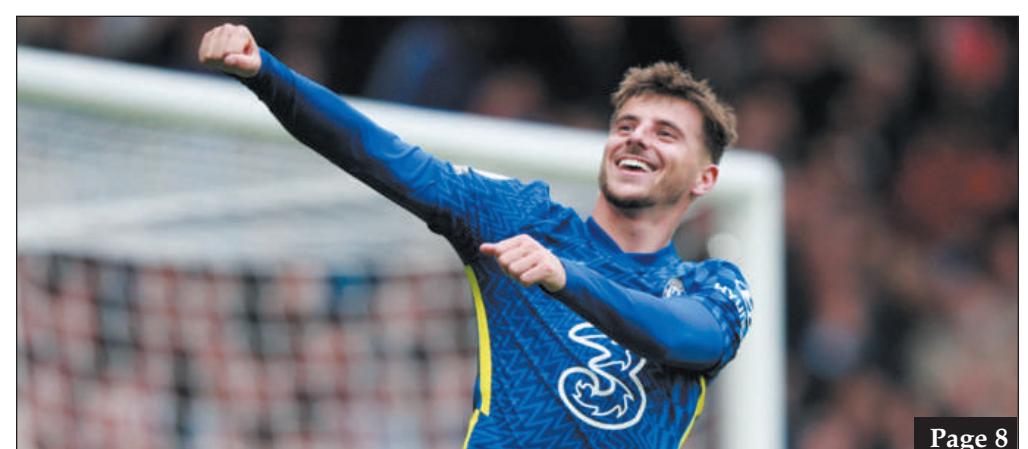
Foot News



**PSG:
Un contrat de deux ans attend Luis Enrique dans la capitale**

Page 8

Manchester United se permet Mason Mount



Page 8

France

Mort de Nahel : ce qu'il faut retenir de la quatrième nuit de violences



En Chine, le renforcement de la loi anti-espionnage entre en vigueur



Malgré les pressions sur sa droite, Emmanuel Macron résiste à décréter l'état d'urgence



Page 5

A la télé aujourd'hui



06.01 New Amsterdam
07.05 Film: Flowers And Honey
08.40 Serial: The Bionic Woman
09.25 Le Chemin Du Destin
09.55 A Que No Me Dejas
10.26 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge

13.15 Tele: Fierce Angel
13.40 Tele: Imperio De Mentiras
14.15 Serial: The Bionic Woman
15.21 Film: Hamlet
17.30 The Gardener's Daughter
18.30 Wagle Ki Duniya
18.55 Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.25 Serial: Le Livre Perdu Des Sortileges
21.15 Serial: Billions
22.07 Serial: Blue Bloods



07.19 Local: Inspirasion
08.17 Rodrig: Sa Lavi-La
10.32 Local: Arsiv MBC
11.00 Local: Les Klips
12.00 Local: Nu Rasinn
13.00 Rodrig: Komanter
13.10 Rodrigues: Nu Lakwizin
13.58 Local: Elle
14.51 Local: Inspirasion

15.18 Local: Tipa Tipa Nu Avance
16.02 Local: Les Klips
17.11 Local: Radio Vision
18.04 Imperio De Mentiras
18.30 Tele: A Que No Me Dejas
19.00 Journal Kreol
19.30 Rodrig: Feminin Pluriel
20.00 Local: Deba Klima
21.02 Eclairage Economique
21.26 Local: Production
21.46 Local: Tous Egaux
22.06 Local: Radio Vision



07.00 Serial: Bapu
09.35 Serial: Chhotki Dulhin
10.21 Serial: Bhaag Na Bachhe Koi
12.02 Film: Blackmail
14.29 Mag: DDI Mag
14.59 Live: Samachar
15.21 Bhagwan Ab Ho Kitne Door
15.40 Kundali Bhagya
17.31 Radha Krishna

18.00 Live: Samachar
18.29 Ved Ki Shikshayen
19.00 Local: Radha Krishna
19.30 Local: Excerpts From Shiv...
20.10 Local: Vaad Vivaad
20.30 Film: Mere Huzoor
23.03 Jijai Chhat Par Hain
23.00 Serial: Yeh Teri Galiyan
00.49 Ved Ki Shikshayen
01.19 Local: Theatre
01.49 Local: Excerpts From Shiv Abhishek
02.29 Local: Vaad Vivaad



06.00 Doc: Eye On SADC
08.00 Doc: Hotel
08.57 Doc: Persons
10.13 Doc: Push
11.06 Mag: Shift
11.21 Mag: Luana's Kitchen
11.50 Mag: Global 3000
12.20 Doc: World Famous...
12.53 Mag: Arts 21
14.18 Doc: Argentina
15.00 D.Anime: PAF Le

Chien
15.10 D.Anime: Panda And Little...
15.22 D.Anime: La Petite Ecole...
15.46 Fast And Furious
16.11 D.Anime: Fangbone
16.33 Sam Le Pompier
16.37 D.Anime: Ubongo Kids
18.30 Mag: The 77 Percent
18.55 Doc: World Heritage
19.00 Student Support Prog
21.36 Film: Chatter



14.25 Zindagi Mere Ghar..
15.00 Serial: Bade Acche Lagte Hai 2
15.26 Film: Yeh Majhdaar
Starring: Salman Khan, Manisha Koirala, Rahul Roy
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan

19.31 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.08 Sasural Simar Ka 2
20.36 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.32 Mere Sai
22.04 Kismat Ki Lakiron Se
22.29 Kabhi Kabhie Ittefaq Sey
22.53 Patiala Babes
23.30 Film: Yeh Majhdaar
Starring: Salman Khan, Manisha Koirala, Rahul Roy

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info
Facebook: Lesocialiste.info

LUNDI 3 JUILLET 2023

Grande Bretagne

L'infirmière accusée du meurtre de 7 bébés travaillait dans un hôpital sous pression décrit la défense



L'avocat de l'infirmière britannique Lucy Letby, jugée pour le meurtre de sept bébés en 2015-2016, a accusé l'unité de néonatalogie où travaillait sa cliente de ne pas avoir su faire face à la pression du nombre d'enfants qu'elle traitait.

Lucy Letby, 33 ans, dont le procès a démarré en octobre à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre), est accusée d'avoir tué ces bébés alors qu'elle était infirmière au service de néonatalogie de l'hôpital Countess of Chester.

Selon l'accusation, elle les a tués en leur injectant de l'air dans les veines ou de l'insuline.

«Il n'y a aucune preuve directe contre elle», a affirmé l'avocat de l'infirmière, Ben Myers, au dernier jour des plaidoiries.

«Entre juin 2015 et juin 2016, l'unité de néonatalogie a accueilli plus de bébés que normalement et avec des besoins de soins plus importants», a plaidé l'avocat.

«Cette année-là, le nombre de décès [...] dont il est question dans ce procès a augmenté», a-t-il déclaré. «Ce qui n'a pas changé, c'est mademoiselle Letby. Elle était dévouée. Elle s'est occupée de centaines de bébés», a affirmé l'avocat.

«Ce qui a changé, ce sont les

bébés soignés dans l'unité, en termes de nombre et de besoins, et nous disons que l'unité n'était pas en mesure de faire face à la situation», a-t-il accusé.

Il a demandé aux jurés, huit hommes et quatre femmes, de ne pas la déclarer coupable.

Lundi, Ben Myers avait affirmé que sa cliente était victime d'une «pré-somption de culpabilité».

Depuis le début du procès, dont les débats ont souvent été éprouvants, Lucy Letby clame son innocence, niant avoir tué des nouveau-nés ou leur avoir fait du mal.

Durant le procès, le procureur a notamment montré des notes retrouvées par la police chez l'infirmière.

«Je ne mérite pas de vivre. Je les ai tués exprès parce que je ne suis pas assez bonne pour m'occuper d'eux. Je suis une horrible mauvaise personne», a-t-elle notamment écrit sur un papier.

Sur d'autres feuilles retrouvées chez elle, l'infirmière, arrêtée en juillet 2018, clamait en revanche son innocence.

Selon l'accusation, elle aurait essayé de tuer certains bébés à plusieurs reprises.

Le plus jeune était âgé d'un jour et allait bien, mais était mort moins de 90 minutes après que Lucy Letby eut pris son service. Les experts ont conclu à une injection délibérée d'air ou d'une autre substance dans ses veines.

Inde: 25 morts après l'incendie d'un bus



Au moins 25 personnes ont été tuées et huit autres blessées après qu'un bus a pris feu dans la nuit de vendredi à samedi sur une voie rapide dans l'État indien du Maharashtra (ouest), a annoncé la police samedi.

Il y avait entre 30 et 35 personnes dans le bus. Vingt-cinq personnes sont mortes et huit autres sont blessées», a déclaré à l'AFP Baburao Mahamuni, un responsable de la police.

Le bus se dirigeait vers la ville de Pune après minuit lorsqu'il a heurté un poteau et s'est renversé, provoquant l'incendie du réservoir, a-t-il ajouté.

Trois enfants figurent parmi les morts, a déclaré un officier de police à la presse.

Les blessés, dont le chauffeur du bus, ont été transférés dans un hôpital

proche du lieu de l'accident, qui se trouve à environ 400 kilomètres à l'est de la capitale financière de l'Inde, Bombay.

La police a déclaré avoir ouvert une enquête sur les circonstances du drame.

«La priorité actuellement est d'identifier les corps et de les remettre aux membres de leurs familles», a déclaré le commissaire de police Sunil Kadasane, cité par les médias locaux.

Des images diffusées par la presse

montrent le bus en flammes et les restes carbonisés du véhicule renversé sur l'autoroute.

«Je suis profondément attristé par l'accident de bus épouvantable survenu à Buldhana», a réagi sur Twitter le Premier ministre Narendra Modi.

«Mes pensées et mes prières vont aux familles de ceux qui ont perdu la vie. Que les blessés se rétablissent rapidement», a-t-il ajouté.

Les accidents sont fréquents sur le vaste réseau routier indien, qui est mal entretenu et notoirement dangereux.

Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2021, 11 % du nombre total de morts sur les routes surviennent en Inde, alors que le pays ne compte qu'un pour cent des véhicules dans le monde.

Biden qualifie Poutine de «paria» qui «perd clairement la guerre en Ukraine»

Joe Biden a estimé mercredi que le président russe Vladimir Poutine était un «paria» qui «perd(ait) clairement» la guerre en Ukraine, même s'il est, selon le président américain, trop tôt pour dire si son homologue russe a été affaibli par la rébellion avortée de Wagner.

À la question, lancée par des journalistes à la Maison Blanche, de savoir si Vladimir Poutine est désormais affaibli, Joe Biden a répondu: «C'est difficile à dire, mais il perd clairement la guerre.»

Le président russe est désormais «un paria à travers la planète», a-t-il ajouté.

Joe Biden a néanmoins fait référence à la Russie pendant la guerre en «Irak» au lieu de la guerre en Ukraine,

un lapsus qu'il avait fait mardi lors d'une réunion de campagne.

Le président américain avait alors affirmé être parvenu à unir les pays occidentaux contre «l'assaut» de Moscou contre l'Irak».

Candidat à sa réélection pour 2024, Joe Biden est coutumier des gaffes qui sont systématiquement relevées par ses adversaires républicains les plus virulents, qui veulent y voir le signe de facultés mentales altérées.

La Maison Blanche demeure prudente dans ses commentaires sur les conséquences de la mutinerie avortée du patron de Wagner, Evguéni Prigogine, le week-end dernier en Russie, lorsque ses hommes se sont emparés de bases militaires et ont marché sur Moscou, avant de faire soudain volte-face.

L'ambassade de Chine fait don de 720 drapeaux nationaux de Maurice au gouvernement

L'ambassade de Chine a fait don de 720 drapeaux nationaux de la République de Maurice au gouvernement mauricien, lors d'une cérémonie tenue au siège de l'ambassade à Belle Rose. Le ministre des Arts et du Patrimoine culturel, M. Avinash Teeluck, et l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine à Maurice, M. Liying Zhu, étaient présents.

Dans son allocution, le ministre Teeluck a souligné que le don de drapeaux nationaux s'inscrit dans le cadre des célébrations du 55e anniversaire de l'indépendance et du 31e anniversaire de la République de Maurice. Il a exprimé sa gratitude à la République populaire de Chine et à l'ambassade de Chine pour ce don précieux qui aidera Maurice à construire sa nation. « Cet acte de gratitude témoigne des liens bilatéraux solides et du lien entre nos deux nations. Les drapeaux que nous recevons aujourd'hui serviront de rappel constant de l'amitié durable entre Maurice et la République populaire de Chine », a-t-il déclaré.

Parlant de la relation de longue date entre les deux nations, fondée sur le respect mutuel, la confiance et la collaboration, M. Teeluck a souligné que les deux pays ont travaillé ensemble dans divers



domaines, notamment le commerce, le développement des infrastructures, l'éducation et les échanges culturels. Il a cité le précieux soutien de la République populaire de Chine pendant la pandémie de COVID-19, qui comprenait le don d'équipements et de fournitures médicales et de vaccins à Maurice.

Il a remercié la Chine pour son soutien indéfectible et a réitéré la vision du gouvernement de célébrer et de renforcer en permanence les relations amicales et frater-

nelles entre les deux pays. Maurice continuera à préserver et à approfondir ces liens, a-t-il réaffirmé.

Pour sa part, l'ambassadeur de Chine a déclaré que c'est la première fois qu'il participe à un don de drapeaux nationaux et que cet événement a une signification particulière car il représente la profonde amitié, la sincérité, la fraternité et la confiance totale qui lient les deux pays et leur peuple.

Il a souligné que la République populaire de Chine attache une grande impor-

tance à Maurice à tous les niveaux. Il a mentionné l'accord de libre-échange (ALE) signé entre les deux pays, qui est le premier ALE de la Chine avec un pays africain. Son entrée en vigueur renforcera encore le niveau de coopération mutuellement bénéfique entre la Chine et l'île Maurice, promouvra la coopération sino-africaine et contribuera à une communauté de destin sino-africaine plus étroite, a-t-il déclaré. Il s'est réjoui que depuis les trois dernières années, le commerce ait connu une croissance annuelle de 15 à 20% malgré la pandémie de COVID-19.

L'ambassadeur a en outre déclaré que les échanges culturels sont un pilier du partenariat entre les deux nations, rappelant que le Centre culturel chinois à Maurice a été ouvert au public il y a 35 ans et qu'il s'agit du premier centre culturel chinois à l'étranger qui a été créé.

En outre, il a souligné que la République populaire de Chine attache une grande importance à Maurice à tous les niveaux et a déclaré que le gouvernement mauricien peut toujours compter sur l'ambassade de Chine et le Centre culturel chinois pour préparer et mener à bien toutes les initiatives visant à renforcer davantage la culture coopération.

La ministre de l'Éducation encourage la création de connaissances au profit de Maurice



Nous sommes fiers de nous associer à vous, leaders potentiels de demain, qui, grâce à vos recherches percutantes, peuvent changer le destin de notre pays et de la communauté pour un avenir meilleur.

Cette déclaration a été faite, par la vice-première ministre, ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, qui participait à un forum pour les bénéficiaires du Master of Philosophy (MPhil)/Doctor bourses de philosophie (PhD) de la Commission de l'enseignement supérieur (HEC), détenues au Mauritius Institute of Education, à Réduit.

A cette occasion, des bons d'achat ont été remis aux étudiants ayant terminé leur doctorat.

Dans son allocution, la VPM Dookun-Luchoomun a souligné que le forum fournira aux étudiants une plate-forme pour se connecter, exprimer leurs

points de vue et leurs préoccupations, s'engager à la fois dans la mobilisation des connaissances, l'échange de connaissances et le réseautage entre eux. Elle a souligné qu'il est temps de changer de paradigme, afin que les étudiants en tant que chercheurs deviennent plus ouverts à collaborer et à s'engager dans une compréhension partagée et plus large.

En outre, Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun s'est réjouie que l' excellente réponse du forum d'aujourd'hui soit un bon exemple et un signe prometteur du rassemblement du secteur de l'enseignement supérieur pour faire avancer l'agenda de l'éducation, ce qui permettra au gouvernement de réussir à construire une recherche plus forte, secteur de l'éducation solide, dynamique et solide.

Elle a déclaré que le gouvernement ne ménageait aucun effort pour fournir les incitations nécessaires à cette fin, tout en soulignant que depuis la création du HEC, plus de 150 étudiants en maîtrise/docteurat ont été financés.

La ministre de l'Éducation a en outre félicité le HEC d'offrir des bourses aux diplômés des universités publiques, une décision, a-t-elle dit, très bienvenue et cruciale car elle met fermement en orbite la détermination du gouvernement à promouvoir la recherche dans le pays.

À cet égard, la VPM a souligné l'importance de la recherche, plus particulièrement dans les domaines qui orienteront le développement du pays, ainsi que pour améliorer la position de nos établissements d'enseignement dans les classements internationaux.

En outre, elle a réitéré l'objectif du gouvernement de créer un centre de connaissances dans le pays et a appelé les chercheurs à repousser davantage les frontières de la connaissance, à influencer le changement et à être le fer de lance de l'innovation. Elle a observé que les connaissances créées par les chercheurs doivent être diffusées pour avoir un impact sur la vie des gens et améliorer la vie de la communauté.

Marche du Pacifique organisée pour sensibiliser aux effets nocifs des drogues illicites

Dans le cadre de la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite de drogues, célébrée chaque année le 26 juin, une Marche du Pacifique regroupant quelque 2 500 personnes a été organisée, à Flacq, dans le but de sensibiliser aux méfaits de l'usage des drogues illicites.

Le ministre du Développement Industriel, des PME et des Coopératives, M. Soomilduth Bholah ; le ministre des Technologies de l'Information, de la Communication et de l'Innovation, M. Darsanand Balgobin ; le ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailash Kumar Singh Jagutpal ; le ministre de l'économie bleue, des ressources marines, de la pêche et de la navigation, M. Sudheer Maudhoo ; le ministre de la Fonction publique, des Réformes administratives et institutionnelles, M. Teeruthraj Hurdoval ; et d'autres personnalités éminentes, étaient présents à cette occasion.

L'événement était une initiative du ministère de la Fonction publique, des Réformes administratives et institutionnelles, en collaboration avec le ministère de la Santé et du Bien-être et le Conseil de district de Flacq. Une visite médicale gratuite et une activité de don de sang ont également été organisées pour le public.

S'adressant aux participants, le ministre Jagutpal a souligné l'importance d'une approche communautaire pour la prévention et la réduction de l'abus de drogues, ainsi que le rôle des parents, de la famille et du public pour guider et éduquer les jeunes sur les effets néfastes des drogues. Il a appelé les jeunes et la population en général à pratiquer des activités sportives régulières, à maintenir une alimentation équilibrée et à adopter un mode de vie sain.

Pour sa part, le ministre Maudhoo a félicité les anciens et les étudiants pour leur participation à la marche. Ceci, a-t-il ajouté, démontre la volonté de chacun de contribuer à l'effort du gouvernement dans sa lutte contre le trafic de drogue.

Quant au ministre Hurdoval, il a exprimé sa satisfaction quant au nombre de personnes qui ont participé à la marche, en particulier les jeunes, les anciens et les officiers publics. Il s'est attardé sur les effets dévastateurs des drogues sur la santé des gens, la société et l'économie. Il a également appelé à une approche concertée pour sensibiliser le public et promouvoir davantage d'activités de prévention de la toxicomanie.



Mort de Nahel : ce qu'il faut retenir de la quatrième nuit de violences

La quatrième nuit de tensions en France depuis la mort de Nahel, tué mardi par un policier lors d'un contrôle routier, a été marquée par des violences d'une "intensité bien moindre" que les précédentes selon les autorités. Le ministère de l'Intérieur a fait état d'au moins 994 interpellations.

Quatrième nuit consécutive de troubles en France. De nouvelles scènes de pillages et de violences sporadiques ont secoué plusieurs villes de l'Hexagone dans la nuit de vendredi 30 juin à samedi 1er juillet. Des violences d'une "intensité bien moindre" que les précédentes selon le ministère de l'intérieur, quatre jours après la mort de Nahel, tué par un tir policier lors d'un contrôle routier à Nanterre.

Saisi par une vidéo amateur venue contredire le récit initial livré par les policiers, le tir à bout portant d'un motard de la police et la mort de l'adolescent de 17 ans continue à embraser de nombreux quartiers populaires du pays.

Au moins 994 interpellations ont eu lieu, a annoncé le ministère de l'Intérieur samedi matin. Vers 2 h 30, Gérald Darmanin, en déplacement à Mantes-la-Jolie (Yvelines), avait annoncé 471 interpellations au niveau national, et des poches de tensions notamment à Marseille et Lyon.

Il y a eu "79 policiers et gendarmes blessés", a ajouté le ministère, dans un bilan encore provisoire. Un total de 1 350 véhicules ont été incendiés, 234 bâtiments incendiés ou dégradés et 2 560 incendies comptabilisés sur la voie publique, a précisé à l'AFP une source policière. Le ministère a recensé en outre 31 attaques de commissariats, 16 attaques de postes de police municipale et 11 de casernes de gendarmerie.

Afin de tenter d'enrayer la spirale des émeutes, Gérald Darmanin avait annoncé dans l'après-midi, à l'issue d'un deuxième comité interministériel de crise en deux jours, la mobilisation "exceptionnelle" de 45 000 policiers et gendarmes et unités d'élite comme le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), pour éviter une quatrième nuit consécutive d'émeutes, quelques heures avant l'inhumation de Nahel samedi dans le chef-lieu des Hauts-



de-Seine.

"Le temps de la violence doit cesser"

Des dizaines de fourgons de policiers étaient ainsi positionnés non loin de l'entrée du quartier du Vieux pont à Nanterre, épicentre des violences urbaines et rythmé vendredi encore par des tirs de mortiers d'artifice.

De leur côté, les joueurs de l'équipe de France de football ont envoyé dans la soirée un "appel à l'apaisement, à la prise de conscience et à la responsabilisation". "Le temps de la violence doit cesser pour laisser place à celui du deuil, du dialogue et de la reconstruction", ont exhorté les Bleus.

Dans la soirée, Marseille a été à nouveau le théâtre de heurts et de scènes de pillages, du centre-ville puis plus au nord dans ces quartiers populaires longtemps laissés pour compte que le président Emmanuel Macron a visités en début de semaine.

La police a annoncé 88 interpellations depuis le début de soirée, des groupes de jeunes, souvent masqués et "très mobiles" pillant ou tentant de le faire plusieurs enseignes. Un important incendie, "lié aux émeutes", selon une source policière, a éclaté dans un supermarché.

Des scènes de pillage de commerces et d'affrontements entre manifestants cagoulés et forces de l'ordre ont également enflammé la soirée dans certains coins de

Grenoble, Saint-Étienne et Lyon alors que dans la région ouest, des points de tension comme à Angers ou Tours et sa région il ne restait en milieu de nuit que quelques groupes très mobiles face aux forces de l'ordre.

"Combien de Nahel n'ont pas été filmés ?"

La région parisienne n'a pas été épargnée par les flammes notamment Colombes (Hauts-de-Seine) enveloppée d'une forte odeur de brûlé et où les pompiers éteignaient une voiture en feu, a constaté un journaliste de l'AFP sur place.

À Nanterre, neuf personnes ont été interpellées, porteuses de jerricans et cocktails Molotov. À Saint-Denis, un centre administratif a été touché par un incendie, et dans le Val-d'Oise, la mairie de Persan-Beaumont et le poste de police municipale se sont embrasés et ont été en partie détruits.

Pour éviter des débordements, Gérald Darmanin avait demandé aux préfets l'arrêt des bus et tramways dans toute la France après 21 h 00.

Le tribunal administratif a de son côté validé vendredi le couvre-feu mis en place à Clamart (Hauts-de-Seine), et de fait ceux instauré également dans d'autres communes.

Des manifestations "contre le racisme, les crimes et les violences policières" ont

également été interdites vendredi soir à Paris, dans le centre de Marseille, Lyon, Bordeaux, ou encore Toulouse. Mais plusieurs centaines de personnes ont malgré tout défilé, notamment à Montpellier munis de pancartes "Dissolvons la police, combien de Nahel n'ont pas été filmés ?", ont constaté deux journalistes de l'AFP.

Le gouvernement a aussi décidé l'annulation d'événements "de grande ampleur", notamment les concerts de Mylène Farmer au stade de France vendredi et samedi.

Macron en appelle à la "responsabilité" des parents

Le garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, a réclamé une réponse pénale "rapide, ferme et systématique" à l'encontre des auteurs de violences urbaines mais aussi de leurs parents.

Pointant du doigt la jeunesse de nombreux émeutiers, Emmanuel Macron a appelé "tous les parents à la responsabilité", en critiquant "l'instrumentalisation" de la mort de Nahel et demandant aux réseaux sociaux le "retrait" de contenus et l'identification de leurs utilisateurs.

Le recours à l'état d'urgence se pose et est scruté à l'étranger, d'autant plus que la France accueille à l'automne la Coupe du monde de rugby, puis les Jeux olympiques à Paris l'été prochain.

La Grande-Bretagne et d'autres pays européens ont mis en garde leurs ressortissants en les pressant d'éviter les zones d'émeutes.

Depuis la mort de Nahel mardi, un adolescent déscolarisé devenu livreur, écoles et édifices publics ont été la cible de la colère de jeunes habitants de quartiers populaires et incendiés dans de multiples villes de France, rappelant les émeutes qui avaient secoué la France en 2005 après la mort de deux adolescents poursuivis par la police.

L'étincelle a été cette fois le drame survenu mardi à proximité de la station de RER Nanterre-Préfecture, non loin du centre des affaires de La Défense, lors d'un contrôle de police sur la voiture conduite par Nahel, un mineur connu pour des refus d'obtempérer.

Le policier de 38 ans, auteur du coup de feu, a été mis en examen pour homicide volontaire et placé en détention provisoire jeudi après-midi.

En Chine, le renforcement de la loi anti-espionnage entre en vigueur

Les modifications à la loi nationale anti-espionnage sont entrées en vigueur samedi en Chine, après avoir été adoptées fin avril par le Parlement. La nouvelle législation donne à Pékin plus de pouvoir pour punir ce qu'il considère comme des menaces pour la sécurité nationale.

La Chine serre la vis. Une nouvelle version d'une loi anti-espionnage est entrée en vigueur samedi 1er juillet en Chine, donnant aux autorités une marge de manœuvre sensiblement renforcée contre ce qu'elles considèrent comme des menaces à la sécurité nationale.

Analystes et juristes s'interrogent toutefois face à ces changements, dans un pays où la législation en la matière est relativement vague et sujette à nombre d'interprétations.

En vertu de la nouvelle loi, l'obtention non autorisée de "documents, données, matériels et objets liés à la sécurité et aux intérêts nationaux" peut désormais relever de l'espionnage.

La Chine a souligné que des lois similaires existaient déjà ailleurs dans le monde et qu'elle avait le droit de "sauvegarder sa sécurité nationale", assurant en parallèle que l'État de droit serait respecté.

Mais ce nouveau texte entre en vigueur alors que les entreprises étrangères sont dans l'expectative.

Des perquisitions et des interrogatoires plus tôt cette

année dans les locaux chinois des sociétés américaines d'audit Mintz Group et de conseil en stratégie Bain & Company ont ainsi semé un léger vent de panique dans le secteur.

La loi a "une définition large de la sécurité nationale" et cette dernière s'appliquera à tous les niveaux de la société et à tous les secteurs, déclare à l'AFP Jeremy Daum, chercheur au centre Paul Tsai China de la faculté de droit de Yale aux États-Unis.

Un "effet dissuasif"

Elle va notamment avoir "un effet dissuasif sur les citoyens chinois qui ont des contacts avec des étrangers et des organisations étrangères", anticipe-t-il. Les entreprises, elles, craignent des contrôles renforcés.

Ces changements "suscitent des inquiétudes légitimes quant à la conduite de certaines activités commerciales courantes, qui risquent désormais d'être considérées comme de l'espionnage", écrit ainsi Craig Allen, le président du conseil économique sino-américain (USCBC).

"Les discussions sur les secrets commerciaux, le partage de données, les études de marché, les procédures d'embauche et la collecte d'informations commerciales pourraient vraisemblablement entrer dans le champ d'application de la loi", s'inquiète-t-il, d'autant plus qu'elle ne "précise pas (...) quels types de données, de documents et de



matériels sont liés" à la sécurité nationale.

Les gouvernements étrangers n'ont pas fait part publiquement de leurs inquiétudes pour leurs ressortissants, à l'exception notable des États-Unis, dont les relations avec la Chine sont tendues.

La loi "élargira considérablement le champ de ce que (Pékin) considère comme des activités d'espionnage", a ainsi déploré Vedant Patel, porte-parole adjoint du département d'État.

En mai, un citoyen américain de 78 ans résidant à Hong Kong a été condamné à la prison à vie pour espionnage.

France

Malgré les pressions sur sa droite, Emmanuel Macron résiste à décréter l'état d'urgence

Le président de la République a annoncé vendredi, lors d'une cellule interministérielle de crise, le déploiement de "moyens supplémentaires". Mais il n'a pas accédé aux appels de la droite et de l'extrême droite, qui réclament depuis deux jours l'instauration de l'état d'urgence.

Emmanuel Macron se donne encore un peu de temps : le chef de l'État a annoncé, vendredi 30 juin, à l'issue d'une deuxième cellule interministérielle de crise en deux jours, le déploiement de "moyens supplémentaires" pour tenter de mettre fin aux émeutes qui secouent la France depuis trois nuits, mais se refuse toujours à décréter l'état d'urgence.

Bâtiments publics dégradés, magasins pillés, véhicules incendiés... De nombreuses villes de la région parisienne et de province se sont réveillées vendredi matin avec les stigmates d'une nouvelle nuit de violences. Les forces de l'ordre ont procédé à 875 interpellations dans la nuit de jeudi à vendredi, Gérald Darmanin évoquant dans un tweet "une rare violence". Côté forces de l'ordre, au total, 249 policiers et gendarmes ont été blessés dans la nuit.

Un dispositif massif avait, pourtant, été mis en place pour endiguer une "généralisation" des violences urbaines, avec 40 000 policiers et gendarmes mobilisés, ainsi que des unités d'intervention d'élite comme la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), le Raid (police) et le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Insuffisant. Des "moyens supplé-



mentaires" vont donc être déployés par le ministère de l'Intérieur. Mais Emmanuel Macron en appelle également aux parents.

"Il est clair que le contexte que nous vivons, on le voit, est la résultante de groupes parfois organisés, violents et équipés, que nous condamnons, que nous appréhendons et qui seront judiciarises, mais également de beaucoup de jeunes. Un tiers des interpellés de la dernière nuit (jeudi à vendredi) sont des jeunes, parfois des très jeunes", a observé le chef de l'État. "C'est la responsabilité des parents de les garder au domicile. Donc il est important pour la quiétude de tous que la responsabilité parentale puisse clairement s'exercer. (...) La République n'a pas vocation à se substituer à eux".

Le président de la République a également dit attendre un "esprit de responsabilité" des grandes plateformes des réseaux sociaux, citant notamment Snapchat et TikTok où s'organisent "des rassemblements violents" et qui suscitent "aussi une forme de mimétisme de la violence, ce qui conduit chez les plus jeunes à une forme de sortie du réel". "Nous prendrons dans les prochaines heures plusieurs dispositions (...) d'abord en lien avec ces plateformes,

d'organiser le retrait des contenus les plus sensibles", a-t-il annoncé.

Comparaisons avec les émeutes de 2005

Depuis les premières violences qui ont suivi la mort de Nahel, tué par un policier, le 27 juin, pour un refus d'obtempérer, les comparaisons avec les émeutes de l'automne 2005 sont dans tous les esprits. À l'époque, le président Jacques Chirac avait attendu douze nuits de violences pour instaurer l'état d'urgence.

Concrètement, l'état d'urgence, qui n'a été instauré que sept fois – en comptant l'état d'urgence sanitaire de 2020 pour faire face au Covid-19 – dans l'histoire de la Ve République, est un régime d'exception qui permet de renforcer les pouvoirs des autorités civiles et de restreindre certaines libertés publiques ou individuelles. Il permet notamment d'interdire les manifestations et les rassemblements de personnes dans la rue, la mise en place de périmètres de protection pour assurer la sécurité d'un lieu, l'interdiction de certaines réunions publiques ou la fermeture de lieux publics ou de lieux de culte ou encore des assignations à résidence. D'une durée initiale de douze jours, l'état d'urgence peut par la

suite être prolongé par le Parlement.

En 2005, il avait notamment permis l'instauration de couvre-feu et l'interdiction des rassemblements. Il avait tout de même fallu attendre dix jours de plus pour que cessent les émeutes.

Convaincues qu'il s'agit de l'unique façon de répondre à cette crise, la droite et l'extrême droite multiplient les appels à l'instauration de l'état d'urgence et rivalisent dans la surenchère sécuritaire.

"Nous demandons l'instauration de couvre-feu d'abord, et puis de l'état d'urgence et la mobilisation de tous les moyens de sécurité dans notre pays", a déclaré vendredi matin le député du Rassemblement national (RN) et vice-président de l'Assemblée nationale, Sébastien Chenu.

L'état d'urgence serait "un aveu d'échec"

Un durcissement de ton notable, puisque jeudi encore, le vice-président du RN Jordan Bardella préférait botter en touche, estimant certes qu'il ne fallait "rien exclure", mais qu'il n'avait "pas les informations dont dispose Gérald Darmanin".

De leur côté, Les Républicains (LR) ainsi que Reconquête n'avaient pas perdu de temps. Le président de LR, Éric Ciotti, avait réclamé dès jeudi que cet état d'urgence soit imposé "sans délai" et "partout où des incidents ont éclaté".

Un cran plus haut dans l'indignation, le président de Reconquête, Éric Zemmour, premier à plaider pour l'état d'urgence, a appelé vendredi à une "répression féroce" contre les auteurs des violences, décrivées comme les prémisses d'une "guerre civile", évoquant une "guerre ethnique" ou "raciale".

Au Brésil, l'ex-président Jair Bolsonaro condamné à huit ans d'inéligibilité

Le tribunal électoral brésilien a atteint, vendredi, la majorité nécessaire à une condamnation de l'ancien président d'extrême droite Jair Bolsonaro pour "abus de pouvoir". Cela le rendra inéligible durant huit ans pour s'être livré à de la désinformation avant sa défaite à l'élection présidentielle de 2022. Jair Bolsonaro a qualifié le vote de "coup de poignard dans le dos" et a déjà indiqué qu'il saisirait la Cour suprême.

Un coup de tonnerre dans la politique brésilienne. Une majorité de juges du tribunal électoral ont voté, vendredi 30 juin, la condamnation de l'ancien président d'extrême droite Jair Bolsonaro à huit années d'inéligibilité pour "abus de pouvoir", en s'étant livré à de la désinformation sur le système de vote électronique, avant sa défaite électorale, en 2022.

Sa défense a, cependant, fait savoir qu'elle ferait appel. Jair Bolsonaro, qui nie tout acte répréhensible, a qualifié le vote des juges de "coup de poignard dans le dos" et a déjà indiqué qu'il saisirait la Cour suprême.

Le jugement des sept magistrats du Tribunal supérieur électoral (TSE) de Brasilia, décidé à cinq voix contre deux, prive l'ex-président d'une candidature à la présidentielle de 2026 et ouvre la bataille pour sa succession au sein de la droite et de l'extrême droite.

L'ancien chef de l'État (2019-2022) était poursuivi pour "abus de pouvoir politique et usage indu des moyens de communication" pour avoir critiqué, sans preuve la fiabilité des urnes électroniques, quelques mois avant le scrutin remporté par son rival de gauche, Luiz Inacio Lula da Silva.

Jair Bolsonaro était une nouvelle fois absent de ce rendez-vous capital pour son avenir. Il se trouvait à Belo Horizonte, dans le sud-est du pays, pour un déjeuner avec



des membres de son Parti libéral. "Je n'ai commis aucun crime en me réunissant avec des ambassadeurs. M'enlever mes droits politiques sous l'accusation d'abus de pouvoir politique est incompréhensible", avait lancé jeudi à la presse l'ex-capitaine de l'armée, âgé de 68 ans.

C'est, en effet, un discours prononcé en juillet 2022 devant des diplomates à la résidence présidentielle de l'Alvorada, et retransmis sur la télévision publique et les réseaux sociaux, qui est au cœur du procès. Il avait dit vouloir "corriger des failles" dans le vote électronique avec la "participation des forces armées".

"Effets néfastes pour la démocratie"

Ce discours sur une supposée vulnérabilité, propice à la fraude, du système électoral, ce nostalgique de la dictature

militaire (1964-1985) l'aura martelé durant toute sa campagne. Jair Bolsonaro aura attisé la colère de ses partisans les plus radicaux qui, le 8 janvier, quelques jours après l'investiture de Lula, ont pris d'assaut et saccagé les sièges des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire à Brasilia.

Les juges du TSE, qui ont déjà voté pour une condamnation, ont critiqué sévèrement la conduite de l'ex-président. Son discours a pris les airs d'un "narratif délirant avec des effets néfastes pour la démocratie" et il ne s'est pas agi d'un acte isolé mais d'un choix "forgé de façon stratégique au fil du temps, à des fins électorales", a tonné jeudi le juge André Ramos Tavares.

À l'inverse, pour son collègue Raul Araujo, son comportement "n'a pas été tel qu'il justifie une mesure extrême d'inéligibilité".

"Je n'ai pas attaqué le système électoral, j'ai juste montré ses possibles failles", avait dit Jair Bolsonaro dans une interview accordée à la station de radio Itatiaia vendredi, avant le jugement.

La défense a annoncé qu'elle déposerait un recours devant la Cour suprême en cas de condamnation.

La question du leadership du camp Bolsonaro se pose d'ores et déjà. Aucune figure ne s'impose pour l'heure comme recours, mais le bolsonarisme est plus ancré que jamais. Les partis de droite et d'extrême droite sont encore plus forts au Parlement qu'ils ne l'étaient sous le mandat de Jair Bolsonaro et ce dernier avait perdu de justesse, avec seulement 1,8 % d'écart au second tour face à Lula.

Jair Bolsonaro a d'autres épreuves judiciaires devant lui. En plus d'une quinzaine de procédures devant le tribunal électoral, l'ex-dirigeant est ciblé par la Cour suprême dans cinq affaires, notamment pour son rôle présumé d'inspirateur des attaques du 8 janvier. Il risque la prison.

Chine, intelligence artificielle... Pourquoi les États-Unis reviennent à l'Unesco

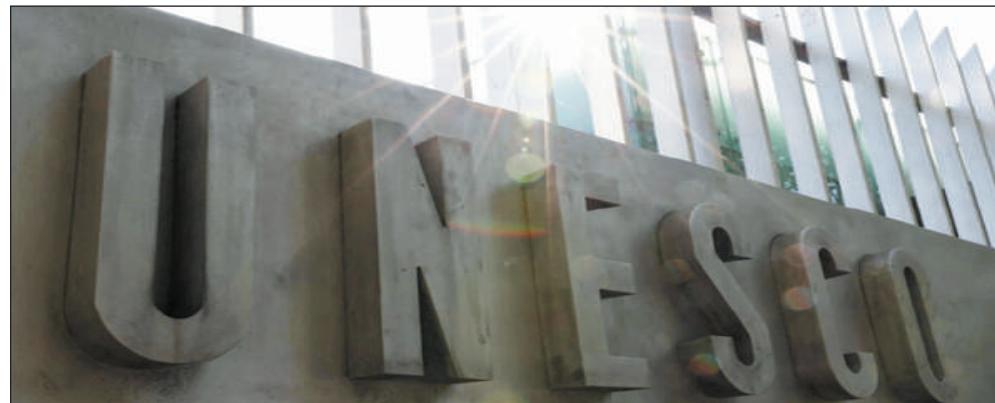
Après cinq années d'absence, les États-Unis ont officiellement rejoint l'Unesco, vendredi. L'objectif affiché est de retrouver une place à la table des négociations de l'institution onusienne, au moment où la Chine semble exercer une influence grandissante, notamment sur les questions liées à l'éducation et à l'avenir de l'intelligence artificielle.

L'accord de Paris pour le climat, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, l'Unesco : sous la présidence de Donald Trump, les États-Unis avaient déserté plusieurs institutions internationales. Joe Biden avait montré sa volonté de leur redonner leur place, durant le mois de juin. C'est désormais chose faite : après cinq ans d'absence, les États-Unis ont officiellement réintégré, vendredi 30 juin, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Leur requête était étudiée depuis jeudi lors d'une conférence extraordinaire de l'institution onusienne organisée à Paris – l'acceptation du retour américain ne pouvait se faire qu'après un vote à la majorité des autres États. La directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, avait appelé à répondre à "une question à la fois simple et éminemment stratégique" : alors que les États-Unis étaient "enfin" mobilisés pour "un plein retour au sein de notre organisation en juillet 2023, quelle réponse la communauté de 193 États membres qui la composent souhaite-t-elle leur apporter ?"

"Si l'Unesco va bien, elle ira mieux encore avec le retour des États-Unis", avait alors assuré la directrice générale de l'organisation à l'annonce de la demande de réintégration américaine, saluant "un grand jour pour l'Unesco, pour le multilatéralisme".

"Au moment où les Américains avaient quitté l'organisation, ils ne s'attendaient pas



à ce qu'elle demeure aussi vivante", a poursuivi la directrice dans un entretien à la presse. "Ils voient qu'ils perdent quelque chose en ne participant pas. [...] Quand votre chaise est vide, vous n'avez pas voix au chapitre."

Les États-Unis avaient annoncé se retirer de l'Unesco en octobre 2017 en raison de tensions portant sur la Palestine. Washington dénonçait notamment des "partis pris anti-israéliens persistants". Ce retrait, accompagné de celui d'Israël, était devenu effectif en décembre 2018. Même si, en réalité, le différend remontait à plus de dix ans : déjà en 2011, l'administration Obama avait gelé la contribution financière des États-Unis après l'acceptation de la Palestine comme membre de l'institution culturelle.

Une chaise vide comblée par la Chine

Mais la question palestinienne ne semble pas être la raison de ce retour des États-Unis à l'Unesco. En avril 2022, le secrétaire d'État américain Antony Blinken avait déploré que la chaise laissée par les États-Unis profite au rival chinois. "Lorsque nous ne sommes pas à la table pour influencer le cours de la conversation et contribuer à la définition de normes et de pratiques, quelqu'un d'autre s'y trouve. Et ce quelqu'un d'autre est probablement la Chine", avait-il déclaré.

Sans Washington – qui représentait à lui

seul 22 % du budget de l'organisation –, la Chine est devenue le premier pays en termes de contribution obligatoire au sein de l'Unesco, à hauteur d'environ 50 millions de dollars par an. "Même le jardin du siège de l'Unesco a été cofinancé par une ville chinoise", illustre Ashok Swain, professeur de recherche sur la paix et les conflits à l'université d'Uppsala, en Suède. "La Chine s'est assurée d'être présente."

De quoi lui assurer une place de choix dans les discussions, notamment au sein du comité du patrimoine mondial. Un groupe surtout connu pour désigner les sites culturels à protéger mais qui dispose d'un rôle plus politique qu'il n'y paraît : "Il a un impact important sur le tourisme et l'économie et peut susciter des polémiques lorsqu'il sélectionne des sites dans des territoires disputés", explique Ashok Swain. Ce fut le cas par exemple en 2018, lorsque le comité a décidé de reconnaître la vieille ville d'Hébron, en Cisjordanie, comme site au patrimoine mondial – suscitant, sans surprise, l'indignation d'Israël.

Dans un article publié en 2021 par le média américain The Hill, un diplomate américain et ancien administrateur de l'Agence américaine pour le développement international, John Brian Atwood, mettait lui aussi en garde contre la façon dont des pays comme la Chine tentaient "de façonner à leur gré l'agenda de l'Unesco".

Il soulignait par exemple les efforts déployés par Pékin pour transférer le Bureau international d'éducation de l'Unesco à Shanghai, ou pour que l'agence signe un accord de coopération dans le cadre de la "Belt and Road Initiative". Lancé en 2013, ce vaste projet chinois prévoit des investissements pour des infrastructures routières, ferroviaires et maritimes destinées à mieux relier la Chine à l'Europe et à l'Afrique.

Les inquiétudes autour de l'intelligence artificielle

Car l'Unesco n'a pas seulement vocation à sélectionner des sites devant rejoindre le patrimoine de l'humanité : l'organisation élabore aussi des programmes éducatifs, défend la défense de la liberté de la presse et appuie les échanges scientifiques.

Et sur ce dernier point, le calendrier de ce retour des États-Unis ne relève pas du hasard. Les États-Unis souhaitent peser davantage dans les discussions en cours sur les règles de l'intelligence artificielle (IA) alors que l'institution a produit une recommandation sur l'éthique de l'IA dès 2021.

"Je suis convaincu que nous devrions revenir à l'Unesco, non pas pour lui faire un cadeau, mais parce que les choses qui s'y passent sont vraiment importantes", avait ainsi déclaré Antony Blinken en mars. "Ils travaillent sur des règles, des normes et des standards pour l'intelligence artificielle. Nous voulons être présents."

"Même si les cadres dictés par l'Unesco n'ont qu'une valeur consultative, ils n'en sont pas moins d'une grande importance sur le plan idéologique", termine Ashok Swain. "La Chine a une vision très différente de celle des États-Unis de la démocratie et des droits humains. Les intérêts de Washington sur le plan idéologique pourraient donc être remis en question si la Chine parvenait à maîtriser la formulation des règles et réglementations de l'intelligence artificielle."

Réseaux sociaux: la France va imposer un accord parental obligatoire avant 15 ans

Le Parlement français a voté jeudi l'obligation pour les plateformes de réseaux sociaux comme TikTok, Snapchat ou Instagram de vérifier l'âge de leurs utilisateurs et le consentement des parents quand ils ont moins de 15 ans.

À près un feu vert unanime de l'Assemblée nationale la veille, la proposition de loi a obtenu celui du Sénat. La date d'entrée en vigueur du texte est incertaine et dépend notamment d'un avis que devra rendre la Commission européenne sur sa conformité avec le droit de l'UE.

Les réseaux sociaux auront ensuite un an pour se plier à leurs obligations pour les nouvelles inscriptions, et deux ans pour les comptes déjà existants, même si les modalités techniques font encore l'objet de consultations.

« Soyez assurés que nous veillerons à ce que ce texte puisse s'appliquer dans les meilleurs délais », a promis Jean-Noël Barrot, le ministre chargé de la Transition numérique, saluant une mesure « qui fera date ».

La « majorité numérique » à 15 ans à laquelle se réfère le texte n'est pas une nouveauté : elle a été introduite en France en 2018 en application d'une législation européenne.

Mais ce seuil concerne plus largement l'âge sous lequel un accord parental est requis pour que les données personnelles d'un mineur soient traitées. Surtout, il n'est pas véritablement appliqué.

En théorie, les réseaux sociaux ne sont pas ouverts en



France aux moins de 13 ans. Mais la première inscription y interviendrait en moyenne vers 8 ans et demi, et plus de la moitié des 10-14 ans y sont présents, selon la Commission nationale française de l'informatique et des libertés (CNIL).

Singularité française, les réseaux sociaux s'exposeront, en cas de manquement, à une sanction, avec une amende allant jusqu'à 1 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise.

Le texte permet aussi à un titulaire de l'autorité parentale de demander la suspension du compte d'un enfant de moins de 15 ans. Et il impose aux réseaux d'activer un dispositif de contrôle du temps d'utilisation pour les mineurs.

De la pornographie au harcèlement en ligne, en passant par les standards de beauté inatteignables ou les procédés

addictifs pour capter l'attention, les parlementaires ont, pendant les débats, égrainé les risques dont il fallait protéger les plus jeunes.

Le texte « ne pourra suffire à mettre fin à lui seul aux dérives », avait admis mercredi son initiateur Laurent Marcangeli, appelant à « avancer sur les techniques de vérification de l'âge et à investir massivement dans l'éducation au numérique pour les parents, les enfants et les enseignants ».

Il ne s'agit pas « de priver les jeunes de l'accès à un réseau social, mais bien d'apporter une réponse adaptée aux abus nés d'un usage précoce et non encadré », a souligné jeudi Alexandra Borchio Fontimp (LR), rapporteure du texte au Sénat.

Ces nouvelles dispositions s'inscrivent dans une série d'initiatives du camp présidentiel.

Un texte pour protéger le droit à l'image des enfants sur les réseaux sociaux a été récemment adopté en première lecture par les deux chambres, qui doivent encore parvenir à une version commune. L'Assemblée a aussi adopté en première lecture en mars des mesures contre la surexposition des enfants aux écrans.

Le gouvernement défendra à partir du 4 juillet au Sénat un projet de loi pour « sécuriser et réguler l'espace numérique ». Avec notamment des mesures pour rendre effective l'obligation pour les sites pornographiques de vérifier que leurs utilisateurs sont majeurs.

La vérification de l'âge « est la mère des batailles », a insisté jeudi M. Barrot.

Santé

Oedème, thrombose, embolie... Quels sont les dangers de la phlébite pour votre santé ?

Un caillot de sang dans une veine. Voici comme se définit la phlébite, un trouble caractérisé par des douleurs sourdes au mollet ou à la cuisse, ou encore une sensation de lourdeur au niveau de la jambe. Une situation à ne pas négliger tant les complications peuvent être dramatiques.



Le réseau veineux des membres inférieurs comporte d'une part un réseau profond constitué de veines situées dans les muscles et qui transportent 90 % du sang veineux, et d'autre part un réseau superficiel de veines situées sous la peau.

Un risque d'embolie

Si un caillot se forme dans une veine superficielle, la phlébite l'est tout autant. En revanche, s'il se développe dans le réseau profond, on parle alors de phlébite profonde. « Le caillot colle à la paroi de la veine du mollet », note

l'Assurance-maladie.

« Lorsque l'organisme ne parvient pas à le détruire, il peut s'étendre vers la cuisse, sous la forme d'une partie flottante qui peut se détacher facilement. Il y a alors un risque important d'embolie pulmonaire (responsable de 10 à 20 000 décès chaque année en France, ndlr), ce qui fait la gravité de la phlébite profonde. Le caillot peut également boucher la veine complètement, entraînant douleur et œdème de la jambe touchée. »

Gare à l'hypercoagulabilité du sang

Les situations à risque sont celles qui ralentissent la remontée du sang des veines vers le cœur. Si le sang stagne, la formation de caillots est favorisée.

Toute situation d'immobilité des membres inférieurs favorise aussi la coagulation : alitement prolongé, port d'un plâtre, voyage de plusieurs heures en avion, train ou voiture.

La grossesse, l'obésité, le tabagisme et l'avancée en âge favorisent la formation d'un thrombus. Tout comme la prise de certains médicaments, comme la contraception hormonale ou des corticoïdes.

Enfin, la phlébite peut être due à une prédisposition génétique.

Des signes à surveiller

Si la phlébite peut (parfois) être asymptomatique, cer-

tais signes doivent vous pousser à consulter. On parle ici d'une douleur au mollet (présente dans 6 cas sur 10), d'une sensation de lourdeur de la jambe, d'un œdème et d'un durcissement du mollet ou encore d'une sensation de chaleur...

Des examens spécifiques

Après examen, votre médecin traitant peut être amené à vous prescrire des examens complémentaires. Comme un dosage sanguin des D-dimères. Ils sont le produit de la dégradation de la fibrine, qui est le principal constituant du caillot.

En cas de résultat positif, le diagnostic de phlébite devra être confirmé par un échographie veineuse. « Cet examen permet d'observer la qualité de la circulation veineuse et de confirmer le diagnostic », rappelle l'Inserm.

Quels traitements ?

Au stade de la thrombose, différents traitements anticoagulants peuvent être utilisés. Ils ne détruisent pas le caillot mais visent à éviter qu'il ne s'étende.

Il existe par ailleurs plusieurs moyens de prévenir la survenue d'une phlébite. Le médecin peut prescrire des chaussettes, bas ou collants de contention.

Dans tous les cas, il convient d'appliquer certaines règles d'hygiène de vie comme pratiquer une activité physique régulière ou lutter contre la surcharge pondérale.

associées au fonctionnement des synapses – qui assurent la transmission des informations entre les neurones – le développement des neurones et la neuro-plasticité.

À ses yeux, le séquençage du génome est susceptible de permettre aux scientifiques de franchir une nouvelle étape de recherche. « Ne serait-ce que pour mettre le doigt sur des variants génétiques rares, auxquels nous n'avions pas accès auparavant ».

L'enjeu de Tanzi et de son équipe est désormais d'identifier « ce qu'il se passe lorsque ces mutations génétiques s'insèrent dans les neurones », souligne l'auteur principal. Et pourquoi pas, de « nous guider vers la découverte de nouveaux médicaments ».

Maladie d'Alzheimer : 13 mutations génétiques découvertes

Une équipe américaine a identifié 13 nouvelles mutations génétiques potentiellement associées à la maladie d'Alzheimer. Rendu possible à partir du séquençage du génome entier, ce travail pourrait ouvrir de nouvelles perspectives dans la mise au point d'approches thérapeutiques. Même si le chemin s'annonce encore long...

Depuis le Massachusetts General Hospital de Boston (Etats-Unis), le Pr Rudolph Tanzi fait partie des pionniers en matière de recherche sur les origines génétiques de la maladie d'Alzheimer. Lesquelles, faut-il le rappeler, représentent moins de 1% des cas. Il a notamment découvert les gènes qui causent les formes précoces de l'affection.

Des mutations inaccessibles jusqu'ici

Au cours d'une étude récente, il a analysé les génomes de 2 247 personnes, issues de 605 familles dans lesquelles figurent des malades.

De quoi identifier 13 nouvelles mutations génétiques,

Cigarettes : voici de bonnes raisons pour vous convaincre d'arrêter de fumer !

Si les risques cardiovasculaires du tabagisme sont immédiats, les bénéfices de l'arrêt le sont tout autant. La preuve en chiffres.

En termes de sevrage tabagique, la volonté seule ne suffit pas toujours. Un suivi médical est souvent nécessaire. Les conseils d'un médecin aideront par exemple à rester motivé. Et mieux que de longs discours, quelques chiffres vont finir de vous convaincre :

Les bienfaits immédiats

Dans les 20 minutes qui suivent la dernière cigarette, la pression artérielle et la fréquence cardiaque commencent déjà à se normaliser.

Huit heures plus tard, la quantité de monoxyde de carbone présente dans le sang est diminuée de moitié, et le niveau d'oxygénation des cellules redevient normal.

Une journée après avoir éteint votre dernière cigarette, le risque d'infarctus du myocarde diminue déjà et les poumons commencent à éliminer les mucosités et les résidus liés au tabagisme.

En fait, certaines personnes se mettent à tousser davantage après avoir arrêté de fumer. Cela est le signe que votre corps commence à se remettre. Ce sont les cils bronchiques qui tapissent les bronches et aident généralement à les garder dégagées, qui sont impliqués. La fumée ralentit leur mouvement normal. Lorsque vous stoppez la cigarette, ils redeviennent actifs. Et au fur et à mesure qu'ils se rétablissent, le mucus est éliminé de vos poumons.

Les bienfaits à court et moyen terme

Après 48 heures le goût et l'odorat s'améliorent, et les terminaisons nerveuses des papilles gustatives commencent à se rétablir.



A trois jours, la respiration devient plus facile.

Après 2 semaines, la toux et la fatigue diminuent. L'ancien fumeur récupère peu à peu son souffle. Selon le profil de chacun, les cils bronchiques repoussent entre un et neuf mois plus tard.

Les bienfaits sur le long terme

Un an de sevrage sera nécessaire pour que le risque d'infarctus du myocarde soit diminué de moitié, et pour que celui d'un accident vasculaire cérébral redevienne identique à celui d'un non-fumeur.

Après 5 ans le risque de cancer du poumon est divisé par deux.

Il faut enfin 10 à 15 ans après la dernière cigarette, pour que l'espérance de vie redevienne similaire à celle des non-fumeurs.

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (BANKRUPTCY DIVISION)

In the matter of:

THE INSOLVENCY ACT 2009

And

In the matter of:

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE D'ATTRIBUTION GM-TOWER BROADWAY

(IN LIQUIDATION)

We, Messrs. A Sattar Hajee Abdoula, FCA & Arvindsingh Kiran Gokhool, FCCA, hereby give notice that we have been appointed to act as Joint Liquidators of Société Civile Immobilière D'Attribution GM Tower Broadway (In Liquidation), (hereinafter referred to as the "Société") with effect from 27th June 2023 at 11:04 a.m. by virtue of a Court Order, in the case number (SC/COM/PET/000870/2022), issued by the Honourable Judge P D R Goordyal-Chittoo on 27th June 2023.

Notice is also given to any person who reckons that the Société holds property belonging to him or property in which he has rights, should submit his claim by means of an affidavit with all supporting documents in respect of such ownership or right to the Joint Liquidators.

All persons holding any property, documents, books and records of the above Société are requested to deliver them forthwith to the Joint Liquidators.

Further notice is given that all sums due to the Société should be payable to the Joint Liquidators and receipts for such payments shall only be valid if they bear the signature of any one of the Joint Liquidators or their duly appointed representative/s.

Dated this 29th June 2023

A Sattar Hajee Abdoula, FCA & Arvindsingh Kiran Gokhool, FCCA

Joint Liquidators

Société Civile Immobilière D'Attribution GM-Tower Broadway (In Liquidation)

C/o 9th Floor, Ebene Tower

52, Cybercity

Ebene

Tel: 467 3001

Fax: 454 7311

Foot News

PSG: Un contrat de deux ans attend Luis Enrique dans la capitale

Sauf improbable retournement de situation, Christophe Galtier va quitter son poste d'entraîneur du Paris Saint-Germain et le céder à Luis Enrique. Le technicien espagnol devrait signer un bail sur deux saisons avec le PSG.

Clap de fin imminent pour Christophe Galtier au PSG

Ce n'est plus qu'une question de jours. Peut-être une question d'heures. Quasiment un an jour pour jour après signé au Paris Saint-Germain, Christophe Galtier s'apprête à quitter ses fonctions d'entraîneur. Malgré le onzième titre historique de champion de France de Ligue 1 remporté par le PSG, le natif de Marseille va notamment payer les sorties de route pré-maturées en Ligue des champions et accessoirement en Coupe de France. D'ultimes détails restent à régler, mais la tendance est claire, "Galette" n'honorera pas son ultime année de contrat dans la capitale. Pour lui succéder, Luis Enrique. L'ancien sélectionneur de l'Espagne devrait s'engager de façon imminente avec Paris.

Luis Enrique va signer un bail sur deux saisons

Ce vendredi 30 juin 2023, le célèbre journaliste Fabrizio Romano révèle que Luis Enrique devrait signer "très prochainement" avec le Paris Saint-Germain. Et qu'un contrat de deux ans attendrait l'ancien joueur et entraîneur du FC Barcelone. Mais que l'officialisation de cette collaboration ne pourra se faire que lorsque le départ de Christophe Galtier sera acté. Autrement dit, il faudra encore un peu de patience aux fans parisiens pour sabrer le champagne.



Depuis plusieurs jours, l'arrivée du natif de Gijon au Paris Saint-Germain ne fait plus l'ombre d'un doute. Néanmoins, certaines questions restaient en suspens, comme la composition du staff de l'Espagnol. Autant de détails qui devraient très rapidement être réglés. Nul doute que celui qui dirigeait la Roja lors de la dernière Coupe du monde au Qatar a aussi largement évoqué les contours de son futur effectif. Sans Leo Messi, en route pour les États-Unis. Mais avec Neymar et Mbappé ?

Luis Enrique va signer un bail sur deux saisons

Ce vendredi 30 juin 2023, le célèbre journaliste Fabrizio Romano révèle que Luis Enrique devrait signer "très prochainement" avec le Paris Saint-Germain. Et qu'un contrat de deux ans attendrait l'ancien joueur et entraîneur du FC Barcelone. Mais que l'officialisation de cette collaboration ne pourra se faire que lorsque le départ de Christophe Galtier sera acté. Autrement dit, il faudra encore un peu de patience aux fans parisiens pour sabrer le champagne.

Manchester United se permet Mason Mount

Manchester United va engager le milieu de terrain anglais Mason Mount de Chelsea pour un montant de 60 millions de livres (près de 70 M EUR) bonus compris, rapportent des médias anglais jeudi.

Le joueur de 24 ans, dont le contrat avec Chelsea expire à l'issue de la saison prochaine, aurait accepté un contrat de cinq ans, avec une option pour une année supplémentaire, avec les Red Devils.

Le milieu offensif sort d'une saison compliquée au cours de laquelle il n'a inscrit que trois buts en Premier League, en raison de sa baisse de forme et de ses blessures.

Lors de la première saison de l'entraîneur néerlandais Erik Ten Hag, Manchester United a terminé à la troisième place de la Premier League et a remporté la Coupe de la Ligue, mais le club a eu du mal à marquer des buts.

Formé à Chelsea, Mount a été cédé au Vitesse Arnhem en 2017 puis s'est aguerri à

Derby County avant de revenir en 2019 chez les Blues où il a explosé au haut niveau. Il compte 27 buts et 22 passes décisives en 129 matches en Premier League sous le maillot des Blues.

Vainqueur de la Ligue des champions avec Chelsea en 2021, il a été sélectionné 36 fois en équipe d'Angleterre avec laquelle il a participé à la finale de l'Euro 2020 perdue contre l'Italie.

Mount est le cinquième joueur majeur à quitter les Blues depuis l'ouverture du mercato estival, après les départs du gardien Édouard Mendy, du défenseur Kalidou Koulibaly et du milieu de terrain N'Golo Kanté qui ont rejoint le championnat saoudien ainsi que du milieu de terrain Mateo Kovacic à Manchester City, actuel champion de Premier League.

Depuis l'arrivée de l'entraîneur argentin Mauricio Pochettino, le club londonien cherche à réduire son effectif pléthorique après avoir dépensé sans compter au cours de l'année écoulée.

Manchester City rejoint Liverpool et Chelsea dans la course pour Gabi Veiga du Celta

- * Le milieu de terrain, qui a inscrit 11 buts la saison dernière, dispose d'une clause libératoire de 40 millions d'euros
- * Tottenham ouvre des pourparlers avec Wolfsburg pour Micky van de Ven

Manchester City est entré dans la course pour le milieu de terrain du Celta Vigo Gabi Veiga après s'être retiré d'un accord pour Declan Rice, ne voulant pas égaler l'offre de 105 millions de livres sterling d'Arsenal pour le capitaine de West Ham.

Veiga intéresse également Liverpool et Chelsea et dispose d'une clause de libération de 40 millions d'euros (34,6 millions de livres sterling). Le joueur de 21 ans, qui joue principalement en tant que n° 6 ou n° 8, est sur la liste restreinte de City alors qu'il cherche à se renforcer après avoir perdu Ilkay Gündogan contre Barcelone et raté Rice. Ils ont signé Mateo Kovacic de Chelsea.

Arsenal est sur le point de finaliser un accord pour Rice avec West Ham, le dernier point de discussion étant le temps pendant lequel les 100 millions de livres sterling garantis seront payés. West Ham a demandé l'argent pendant 18 mois alors qu'Arsenal proposait quatre ans.

Veiga a marqué 11 buts et fait quatre passes décisives en 36 matchs de Liga la saison dernière, inscrivant deux buts lors d'une victoire à domicile contre Barcelone lors de la dernière journée qui a garanti au Celta une autre saison en première division. Il a passé toute sa carrière au Celta.

Le directeur adjoint de City, Rodolfo Borrell, est sur le point de rejoindre le club



MLS d'Austin en tant que directeur sportif. Il fait partie de l'équipe des coulisses de Pep Guardiola depuis 2016 et est en passe de devenir le deuxième membre à partir cet été, après qu'Enzo Maresca a quitté son poste d'entraîneur de la première équipe pour devenir l'entraîneur de Leicester.

Tottenham a ouvert des pourparlers avec Wolfsburg pour le défenseur central Micky van de Ven. Une proposition verbale devrait être soumise pour l'international néerlandais des moins de 21 ans, qui souhaite déménager. Edmond Tapsoba est entre autres sur la shortlist des Spurs mais le joueur du Bayer Leverkusen est plus cher.

Arsenal s'offre Declan Rice pour 105 millions de livres

Arsenal a convenu d'une indemnité de transfert record de 105 millions de livres pour le capitaine de West Ham, Declan Rice.

Cet accord est intervenu après le rejet par les Hammers d'une offre de 90 millions de livres sterling de Manchester City, vainqueur du triplé, pour Rice, 24 ans.

Mais aujourd'hui, les hommes de Mikel Arteta, le manager d'Arsenal, ont finalement conclu un accord de principe pour l'international anglais, ce qui fait de lui le joueur le plus cher de l'histoire de la Grande-Bretagne.

Deux offres précédentes d'Arsenal avaient été rejetées par les Hammers, qui n'étaient pas non plus satisfaits de la troisième offre d'Arsenal de 105 millions de livres sterling - soumise mardi et composée de 100 millions de livres sterling d'avance et de 5 millions de livres sterling supplémentaires.

Mais après le départ de City, West Ham a accepté l'accord avec Arsenal.

Selon The Sun, les Gunners souhaitent effectuer les paiements au cours des cinq prochaines années, mais West Ham veut que la totalité de l'argent soit versée d'ici 2025.

Sun Sport a déclaré qu'il « comprend qu'un compromis sur la structure de paiement est très proche », et une fois que cela aura été réglé, Rice se préparera à rejoindre le reste de l'équipe d'Arteta dans les semaines à venir.

Le contrat de Rice avec les Hammers se termine l'année prochaine, avec une option de renouvellement d'un an jusqu'à l'été 2025.